

Sélection du mois d'août 2015

La contestation du projet d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure va-t-elle se radicaliser ?

Le stockage de déchets nucléaires à Bure soulève la colère des altermondialistes ainsi que celle du parti EELV. Prévu dans la loi Macron, il autorise l'enfouissement de déchets radioactifs près de ce village, situé dans la Meuse. Les opposants n'ont pas hésité, par le passé, à utiliser des modes d'action violente pour faire entendre leurs voix. Ils sont donc susceptibles de le faire à nouveau. En septembre 2014, le collectif Stop Bure avait investi le centre-ville de Nancy dans un « *déferlement de violence unique* » avait rapporté le magazine en ligne Lor'actu le 8 septembre. Une soixantaine d'individus masqués avaient débarqué dans les rues du centre-ville en plein samedi après-midi. Armés de bombes de peinture, les anti-nucléaires avaient pris pour cible des agences bancaires, l'opérateur Orange, le restaurant Mc Donald's et des agences EDF. Pourtant informée de la possibilité de cette action coup de poing, la police avait rapidement été débordée. En décembre 2014, les Anonymous ont piraté les sites du Conseil général de la Meuse et de la Lorraine les rendant inaccessibles avec une attaque par déni de service. Ils avaient revendiqué leurs attaques sur Twitter.

Des premiers signes...

La lutte judiciaire vient de se terminer par une défaite des collectifs anti-nucléaires qui avaient déposé plusieurs recours dont ils viennent d'être déboutés par le Tribunal de grande instance de Nanterre. Il y a fort à craindre que désormais, la lutte se poursuive par d'autres moyens.

L'instauration d'un campement sur place au cours de l'été est manifeste de cette occupation des sols que les altermondialistes tiennent pour la première étape d'ancrage de leur résistance. Cette volonté a clairement été relayée par le site Indymédia dès le mois suivant le rejet des recours par le tribunal. Depuis cette annonce, les anti-nucléaires sont nombreux à se rendre dans le village depuis les alentours. Une maison « de la résistance » y a même été érigée, de même qu'une pancarte marquée ZAD. On note que le type de maison « d'accueil » se retrouve sur d'autres ZAD et signale que les occupants sont rompus à ce type d'action. Si certains viennent des alentours, d'autres en revanche viennent des autres ZAD, notamment celles de Notre-Dame-des-Landes, du barrage de Sivens ou de Roybon. L'occupation du site est prévue depuis février. Faut-il y voir une anticipation de l'épuisement des recours judiciaires. Le projet avait été retenu dans la liste des 104 grands projets inutiles imposés publiée en janvier 2015 par la FNE. En février, la FNE poursuivait avec l'annonce de la création d'un campement auto géré à Bure. Le caractère transversal de la lutte avait été souligné : « Pour confronter nos pratiques de lutte et nos modes d'organisation », un camp est prévu pour être un lieu international de rencontre.

Aux premières actions

Une revendication a été postée le 28 juin sur Indymedia : « Pas loin de Bure, un site de mesure de l'Andra a été attaqué par quelques noctambules déterminés... Une nuit,

autour du 25 juin, un site contenant plusieurs installations électriques et un puits destiné à analyser l'état de la roche et de la nappe phréatique a été saccagé. Le puits a été forcé, puis bouché au béton et toutes les armoires ont été fracturées et détruites par la rage de ceux qui ne veulent pas attendre l'épuisement des recours légaux pour attaquer ce projet ».

Quelques jours plus tard, le 31 juillet, Indymédia Nantes revendique l'incendie d'un engin de débardage sur le chantier de la ligne de chemin de fer censée acheminer les déchets nucléaires sur le site de Bure. « Une malheureuse méprise » reprend Indymédia le 5 août, quand il apparaît que l'engin en question appartenait à un agriculteur qui justement refusait de céder son terrain à l'Andra

Enfin, dans la nuit du dimanche au lundi 10 août, c'est le domicile d'un salarié de l'Andra qui a été attaqué. Des membres du camp VMC (Vladimir, Martine and Co) se sont rendus au domicile personnel d'un ingénieur de l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) à Liffol-le-Grand, près de Neufchâteau, pour déverser des excréments sur le palier et repeindre les murs en vert fluo. Ils ont ensuite diffusé des images de cette action sur leur site pour s'en glorifier. On y voit notamment un individu, de dos, devant la porte de la maison, souillée et maculée de peinture. Cette agression visait Emmanuel Hance, l'ingénieur chargé des opérations foncières au sein de l'Andra. La victime n'a pas été choisie au hasard. Le « collectif VMC » lui reproche d'être celui qui parcourt la campagne pour asseoir l'emprise foncière du laboratoire Cigéo (Centre industriel de stockage géologique). Emmanuel Hance, qui n'a pas souhaité s'exprimer publiquement sur cette agression, n'a, en revanche, pas manqué de courage. Il est venu, demander des explications sur le campement des opposants, installé sur le terrain d'un sympathisant à Luméville-en-Ornois (55).

Bien qu'un membre du collectif VMC se soit défendu sur France Inter le 7 août de la création d'une ZAD à long terme sur le site, la mobilisation se poursuit avec l'appel pour des journées d'action contre un transport d'uranium à partir du 12 septembre. Le réseau Sortir du nucléaire appelle à des actions tout au long du trajet de l'uranium qui doit partir de Hambourg pour arriver à L'usine Areva-Cormurhex de Malvesi, près de Narbonne. Ces informations sont relayées sur le blog Bure Zone qui signale en outre, le 3 septembre un chantier collectif sur la maison de la résistance. Le blog a également lancé un appel à des volontaires permanents pour la période du mois d'octobre et novembre. L'occupation est bien une affaire de longue durée.

Le prénom de Vladimir fait référence à Vladimir Martynenko, l'agent d'entretien de l'aéroport de Vnukovo à Moscou, « En hommage à notre camarade malgré lui, qui nous a débarrassé du patron de Total » citent ses membres (Indymédia 04/02/15). Le collectif est dans une ligne radicale, né des rencontres d'opposants croisés au fil des camps NO Border, Action Climat, de Notre-Dame-des-Landes, du Val Susa, et du collectif Stop Castor Valognes.

On constate, une fois de plus, la présence d'une frange d'extrémistes politiques qui n'acceptent pas les règles légales de fonctionnement de notre pays.